



LA SUISSE: PAYS D'IMPORTATION DE CHIENS

AFFAIRISME, APPÂT DU GAIN, CRIMINALITÉ



PROTECTION SUISSE DES ANIMAUX PSA

Table des matières

Condensé	3
I. Introduction	3
Dans le fatras des lois	4
II. Evaluation de l'enquête PSA	5
Sections de la Protection Suisse des Animaux PSA	5
Services vétérinaires (CH, LI), Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) et Société Cynologique Suisse (SCS)	6
Vétérinaires suisses	8
Autorités en charge dans les pays importateurs et de transit que sont l'Allemagne et l'Autriche	10
Autorités européennes et offices fédéraux	11
Sociétés de protection des animaux à l'étranger, organisations de sauvetage et d'aide aux animaux	12
Organisations étrangères de protection des animaux et protection animale dans les provinces espagnoles	14
III. Situation et approches de solutions à l'étranger	15
Situation des chiens de rue en Roumanie	15
Situation des chiens de rue en Espagne	17
Situation des chiens de rue en Italie	18
IV. Conclusions et recommandations	19
Scénario 1	19
Scénario 2	19
Alternatives	20

© 2018 Protection Suisse des Animaux PSA

Les images utilisées sont des photos d'archives et donc des images symbole. Pour des raisons de copyright, nous n'avons pas pu utiliser des photographies actuelles.

Editeur

Protection Suisse des Animaux PSA, Dornacherstrasse 101, Case postale, 4018 Bâle
Tél. 061 365 99 99, Fax 061 365 99 90, CCP 40-33680-3
psa@protection-animaux.com, www.protection-animaux.com

Auteurs

Fitzi-Rathgen Julika, Dr med. vet. MLaw, Service spécialisé Expérimentations animales
Niederer Arlette, Dr phil., Service spécialisé Animaux de compagnie

Le rapport complet contenant plus de plus amples détails et des tableaux synoptiques peut être consulté sous www.tierschutz.com/hunde/import



Condensé

En règle générale, quiconque souhaite aujourd'hui acquérir un chien s'informe d'abord en ligne sur les diverses possibilités d'acquisition. On trouve chaque jour sur Internet plusieurs centaines d'offres de chiots et de chiens provenant d'organisations de protection des animaux du monde entier. Si quelqu'un ne veut pas nécessairement un chien de race, il aura du mal à résister à toutes les histoires déchirantes sur le sort des chiens de pays comme la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, l'Espagne et l'Italie. Par ailleurs, en prenant en charge un chien de la protection des animaux à l'étranger, on croit faire du bien et travailler activement pour le bien-être des animaux, ce qui s'avère cependant trompeur dans bien des cas.

Les organisations de protection, d'aide et de placement des animaux poussent comme des champignons dans toute l'Europe – il en existe aussi de nombreuses en Suisse. La PSA a réalisé une étude approfondie pour montrer comment le précieux travail de protection des animaux effectué sur place dans ces pays peut se différencier d'un business sans scrupules. En voici le résultat, brièvement résumé: les problèmes de bien-être animal dans les pays européens varient considérablement, malgré les efforts entrepris au plan politique pour développer une Europe unifiée. Ils dépendent de facteurs qui ne peuvent être réglementés que dans les différents pays et régions eux-mêmes. Il s'agit non seulement des réglementations légales (existantes ou manquantes), mais aussi de la situation économique du lieu et de la mise à disposition des ressources nécessaires, ainsi que des mentalités spécifiques de la population de chaque pays en ce qui concerne le comportement à adopter envers les animaux. Il n'est donc pas possible de donner une recette généralement applicable au traitement des offres de chiens ou à la prise en charge de ceux provenant de sociétés étrangères de protection des animaux.

Mais ce qui s'applique en tous les cas, c'est le crédo suivant: ouvrir l'œil avant d'acheter un chien:¹ si l'on veut reprendre un chien venant de l'étranger, il faut se faire une idée d'où vient l'animal et comment il vit ou a dû vivre là-bas – même si cela implique un voyage de plusieurs centaines de kilomètres. C'est la seule façon de pouvoir jeter un œil dans les coulisses des activités de protection animale sur place et d'évaluer le sérieux d'organisations de conceptions différentes. Car: parfois, une bonne protection des animaux signifie aussi ne pas prendre en charge un animal.

I. Introduction

Chaque semaine, environ 500 chiens sont importés de l'étranger en Suisse. Seule une partie d'entre eux provient d'élevage sérieux à l'étranger. La plupart sont des chiens issus de productions de chiots incontrôlées, souvent illégales. Toutefois, il y a également eu une augmentation des importations de chiens en provenance de refuges pour animaux et de centres d'accueil étrangers, principalement d'Espagne, d'Italie, de Hongrie et de Roumanie. L'élevage, la garde et le transport de ces chiens impliquent souvent une grande souffrance animale.

La production incontrôlée de chiots cache fréquemment une pure spéculation, l'attrait du gain,

¹ Ouvrez l'œil avant d'acheter un chien, brochure d'information de l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires OSAV et de la Protection Suisse des Animaux PSA au sujet de l'achat de chiens, www.hundekauf.ch et voir aussi les toiles de fond et faits du commerce illégal de chiens: www.tierschutz.com/hunde/docs/hundehandel.html

voire une criminalité. En outre, du point de vue de la protection animale, il est absolument incompréhensible qu'il existe encore en Europe, au 21^e siècle, des centres de mise à mort de chiens non désirés. Les scènes cruelles dans les rues et dans les refuges pour animaux sont moralement et socialement insoutenables lorsque les autorités et leurs représentants tentent très brutalement de réduire ou d'éradiquer les populations de chiens errants et de chiens de rue dans les pôles urbains.

Du même coup, le traitement barbare et cruel des chiens non désirés favorise l'émergence de nombreuses organisations de protection, d'aide aux animaux et de sauvetage ainsi que de centres d'accueil et de soins. Leurs activités autodéclarées (protection animale) ne sont cependant pas toujours compréhensibles, et il peut y avoir des moutons noirs parmi elles, dont la seule motivation est le profit. La protection des animaux sert-elle d'excuse pour faire des affaires juteuses? Que faut-il prendre en compte lors de l'achat de chiens importés pour ne pas être victime de machinations criminelles ou pour ne pas favoriser encore davantage, même involontairement, la souffrance animale à l'étranger? Qu'y a-t-il lieu de faire pour résoudre le problème des chiens errants et des chiens de rue dans les différents pays de l'UE? Le présent rapport aborde ces questions, et d'autres encore. Entre autres choses, il donne un éclairage sur la situation actuelle grâce à une large enquête menée dans le pays comme à l'étranger et à diverses études; il fournit des informations sur les toiles de fond, les liens et les conséquences pour les animaux et leurs détenteurs.² On estime à 100 millions le nombre de chiens, y compris les chiens errants et de rue, qui vivent dans toute l'Europe. Selon une statistique de CAROdog.eu (2014),³ entre 60 et 80 millions de chiens ont un propriétaire. Toujours selon ce document, il y a entre 20 et 40 millions de chiens errants dans les rues.

Dans le fatras des lois

Bien que les conventions du Conseil de l'Europe, dont sont signataires des Etats non membres de l'UE tels que la Suisse, agissent en tant que traités internationaux régissant la protection des animaux dans toute l'Europe, il n'existe actuellement que quelques rares réglementations légales concrètes de l'UE concernant la protection des chiens et des chats sous l'aspect d'activités à fins commerciales. Il appartient aux 28 Etats membres de mettre en œuvre des dispositions nationales applicables en matière de protection animale, ou de réglementer peu – voire pas du tout – la protection des chiens. C'est pourquoi les dispositions varient fortement d'un pays à l'autre. Ainsi existe-t-il des réglementations très strictes mais aussi d'autres, assez laxistes; et dans certains pays, elles font totalement défaut. La vente de chiens via les animaleries ou sur les marchés est encore autorisée dans de nombreux Etats de l'UE – et les mesures de contrôle du commerce/des offres sur Internet n'existent que dans trois pays de l'Union (France, Autriche, Luxembourg)⁴ et récemment en Suisse également. Toutefois, les lois protégeant les animaux ne servent à rien si elles ne sont pas appliquées de manière stricte et cohérente.

Un autre domaine crucial pour la protection des animaux à l'étranger est la légalité de l'abattage de chiens en bonne santé. En Estonie, Finlande, France, Irlande, Croatie, Lettonie, au Portugal, en Roumanie, Slovaquie et Hongrie, l'abattage de chiens en bonne santé, de chiens errants ou se trouvant dans des refuges est explicitement autorisé. Cet abattage n'est pas clairement réglementé en Belgique, au Danemark, en Angleterre, au Luxembourg, en Pologne, Slovaquie et Espagne, ce qui explique pourquoi l'élimination de chiens en bonne santé est fréquente dans ces pays. Ceci est interdit en Bulgarie, Allemagne, Grèce, aux Pays-Bas, en Italie, Lituanie, Autriche, Suède, République tchèque et dans la province espagnole de Catalogne. Les conditions sous lesquelles les pays de l'UE autorisent la mise à mort de ces chiens sont également diverses: alors que seuls les vétérinaires sont autorisés dans certains pays, les policiers, les bouchers ou toute autre personne peuvent le faire dans d'autres et, dans d'autres pays encore, il n'existe aucune réglementation à ce sujet. Dans la plupart des Etats où les chiens en bonne santé peuvent être abattus, il faut attendre en moyenne 14 jours après leur admission au refuge; dans quatre pays de l'UE, il n'existe même pas de prescriptions à ce propos: les refuges déterminent eux-mêmes le moment.

2 Rapport PSA Suisse pays d'importation de chiens, l'étude complète avec toutes les informations de base, les résultats de l'enquête et les tableaux synoptiques, www.tierschutz.com/hunde/import

3 CAROdog.eu, www.carodog.eu/statistics-on-cats-and-dogs/

4 Rapport PSA «Auf den Hund gekommen»: Illegaler Hundehandel und -import fördern Tierleid und Kriminalität, Tabellarische Übersicht P. 20 s., www.tierschutz.com/hunde/docs/pdf/report_hundehandel.pdf

II. Evaluation de l'enquête PSA

Sections de la Protection Suisse des Animaux PSA

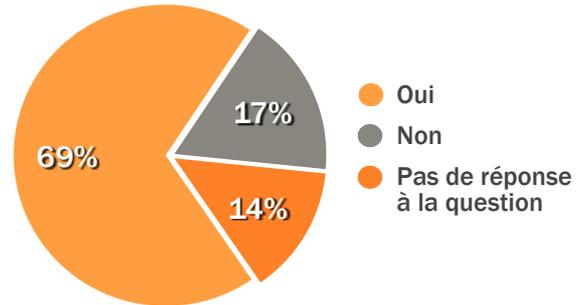
Au total, 62 sections ont été interrogées et 29 ont retourné le questionnaire.

Avez-vous connaissance de problèmes de protection animale dont souffrent les chiens importés de l'étranger? Et quels sont ces problèmes?

Les nombreux problèmes mentionnés à ce titre par les sections concernent, d'une part, des chiens provenant de sites de production de masse à l'étranger et, d'autre part, des chiens d'organisations de protection des animaux à l'étranger. Les chiots issus de la prolifération en masse grandissent dans un environnement extrêmement irritant, ne sont guère socialisés et sont souvent séparés trop tôt de leur mère. Les animaux provenant d'une organisation de protection animale étrangère vivent souvent dans la rue depuis des années, ont appris à se nourrir eux-mêmes et à défendre leur territoire.

De telles conditions de vie peuvent créer de graves problèmes de santé et de comportement. Nombre de ces chiens souffrent d'endo- ou d'ectoparasites, de maladies infectieuses ou de blessures, dont certaines sont imputables à des mauvais traitements. En raison de ce qu'ils ont vécu, ces chiens sont souvent trop anxieux, parfois agressifs ou présentent des comportements territoriaux prononcés. Les sections relèvent que certaines organisations importent en Suisse des chiens de sociétés de protection animale étrangères ne préparent pas suffisamment les nouveaux propriétaires à leur tâche. Par exemple, il n'y a pas de phase d'apprentissage – où le chien et le nouveau propriétaire apprennent à se connaître – ni de suivi. Souvent, le manque de connaissances spécialisées est aussi critiqué.

En ce qui concerne l'importation de chiots issus de productions en masse, de nombreuses sections voient une coresponsabilité des acheteurs en Suisse. Elles présument chez la plupart de ceux-ci une attitude délibérée de ne pas vouloir connaître les conditions dans lesquelles ces chiens grandissent. Beaucoup de gens voudraient un chien à la mode ou une race spéciale mais, en même temps, dépenser le moins d'argent possible pour cela, sans accepter d'ailleurs de longues périodes d'attente. Les sections sont d'avis que des contrôles plus stricts et des sanctions plus sévères pourraient mener à une amélioration. Ainsi, les municipalités devraient exiger, lors du paiement de la taxe sur les chiens, la preuve de l'origine de l'animal, ou que les nouveaux chiens soient enregistrés auprès du service vétérinaire cantonal ou de la protection des animaux.



A quoi reconnaît-on le sérieux d'une organisation d'aide ou de sauvetage d'animaux qui amène ou place des chiens en Suisse?

En l'occurrence, le problème fondamental semble résider dans le fait que le manque de sérieux des particuliers n'est pas détectable au premier coup d'œil, d'autant que la dissimulation sur Internet ou dans les brochures est souvent parfaite. Même des visites sur place et les discussions avec les représentants de l'organisation ne suffisent pas toujours à établir indubitablement leur sérieux et leur crédibilité.

Un organisme de sauvetage ou d'aide aux animaux digne de confiance se caractérise par des structures transparentes. Il doit disposer des autorisations nécessaires ainsi que d'un personnel qualifié et de personnes de contact en Suisse. Point

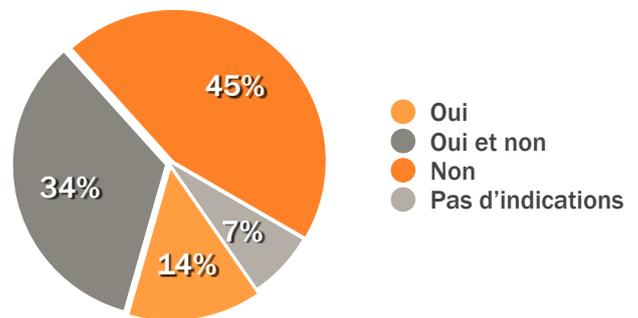


important: le sauvetage des animaux ne suffit pas à lui seul. Au contraire, l'organisation devrait également travailler sur place pour améliorer la situation et démontrer ceci de manière crédible. Les chiens ne devraient pas être placés via Internet, mais arriver d'abord dans un site d'accueil en Suisse, où le personnel peut les acclimater à leur nouvel environnement et les classer. Ce n'est que dans un deuxième temps qu'il faut chercher le propriétaire qui convient et la livraison ne peut avoir lieu qu'après une phase permettant de nouer de solides contacts entre le chien et le propriétaire. Il semble également important que les sections procèdent respectivement à une vérification préliminaire et subséquente au nouveau lieu de résidence du chien, et proposent explicitement de reprendre les chiens en cas de placement erroné. Dans le meilleur des cas, des contrôles de qualité externes des organisations pourraient permettre la création de listes d'organisations dignes de confiance, auxquelles les personnes intéressées pourraient avoir recours.

De telles actions de sauvetage/aide sont-elles pertinentes à votre point de vue?

10 sections ont clairement rejeté ces actions. 13 autres se sont prononcées de façon ambivalente à ce sujet. 2 sections ont leur ont apporté leur soutien ou ont exprimé de petites réserves. 2 sections n'ont pas répondu à la question.

Lorsqu'on leur demande si de telles opérations de sauvetage de chiens de l'étranger sont utiles et pertinentes, la plupart des sections sont mitigées... c'est le dilemme classique entre le cœur et la raison. Il est d'abord souligné que la protection durable des animaux ne peut être assurée que localement et qu'il y a suffisamment de chiens en Suisse ayant besoin d'aide et attendant au refuge un nouveau foyer. D'un autre côté, on se réjouit pour chaque chien qui trouve un bon nouveau maître dans notre pays.



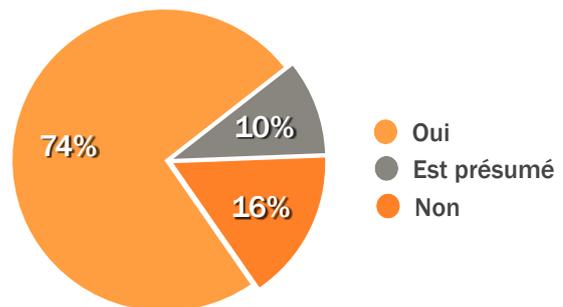
Services vétérinaires (CH, LI), Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) et Société Cynologique Suisse (SCS)

24 offices vétérinaires ont reçu notre courrier et 17 y ont répondu. De plus, les retours de l'OSAV et de la SCS ont été intégrés dans l'évaluation. Au total, 19 réponses ont été évaluées.

Avez-vous connaissance de problèmes de protection animale dont souffrent les chiens importés? Quels sont ces problèmes?

Oui: 14; Sont suspectés: 3; Non: 2

Une grande partie des problèmes de bien-être animal mentionnés concerne la santé souvent mauvaise des chiens venus de l'étranger. Hormis les infections, parasites et la malnutrition, un très mauvais état général ainsi que le problème de la rage sont également cités. Du fait de leurs mauvais antécédents, les animaux sont souvent traumatisés, anxieux ou agressifs, et ils ont de la difficulté à faire face aux conditions de leur nouvel environnement. Sont mentionnés comme causes les conditions catastrophiques dans les refuges pour animaux à l'étranger et le fait que les acheteurs de tels chiens sont souvent inaptes à la tâche difficile qui les attend, et sont aussi insuffisamment informés sur les antécédents de l'animal.



En ce qui concerne le commerce sur Internet de chiens issus de l'élevage de masse, il est relevé qu'il existe une offre excédentaire, et que chacun peut donc très aisément se procurer à moindre coût des chiens «de pure race». Ces élevages sont exclusivement orientés vers le profit, les vendeurs restent inconnus et des importations illégales ont lieu. Nombre de ces chiens souffrent aussi de problèmes génétiques dus à la consanguinité.

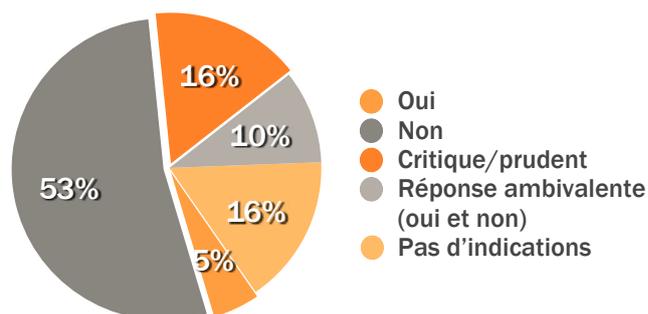
Comment reconnaître une organisation sérieuse de sauvetage ou d'aide aux animaux, qui amène ou place des chiens en Suisse?

Certains participants à l'enquête sont d'avis qu'un organisme sérieux d'aide ou de sauvetage des animaux se reconnaît par le fait qu'il travaille exclusivement sur place et protège activement les animaux. D'autres ne vont pas aussi loin et font dépendre la qualité de sérieux de la façon dont se passe le placement de l'animal. Il est important que tous les aspects juridiques soient pris en compte et que le placement soit professionnel (pas de placements exclusivement sur la base de photos, possibilité de prise en charge à l'essai, clarification exacte de la convenance du placement, aussi bien chez le chien que chez le propriétaire).

De telles actions de sauvetage sont-elles pertinentes à votre point de vue?

Non: 10; Oui: 1; Critique/prudence: 3; Réponse ambivalente: 3; Pas d'indications: 2

La grande majorité des personnes interrogées (vétérinaires cantonaux, OSAV, SCS) sont contre ou du moins sceptiques. Il est mentionné que les circonstances dans les pays d'origine sont tout à fait pathétiques pour de nombreux chiens, de sorte que – bien entendu – l'animal pris individuellement va souvent mieux après un placement. Cependant, bien des personnes répondant à l'enquête doutent que les chiens se sentent réellement à l'aise en Suisse. A cet égard, il est déclaré qu'environ la moitié des accidents de morsure sont causés par des chiens de l'étranger dotés d'une puce électronique et souvent par des chiens d'organisations établies à l'étranger également. Il est aussi noté que ces chiens sont fréquemment placés chez des personnes qui n'auraient aucune chance d'obtenir un chien d'un refuge suisse – par exemple des seniors ou des particuliers aux circonstances de vie ne leur permettant pas de garder un chien dans le respect des besoins de son espèce. Une objection souvent soulevée est que de telles opérations de sauvetage dans le pays d'origine des animaux n'engendrent aucune amélioration, mais au contraire favorisent un marché douteux.

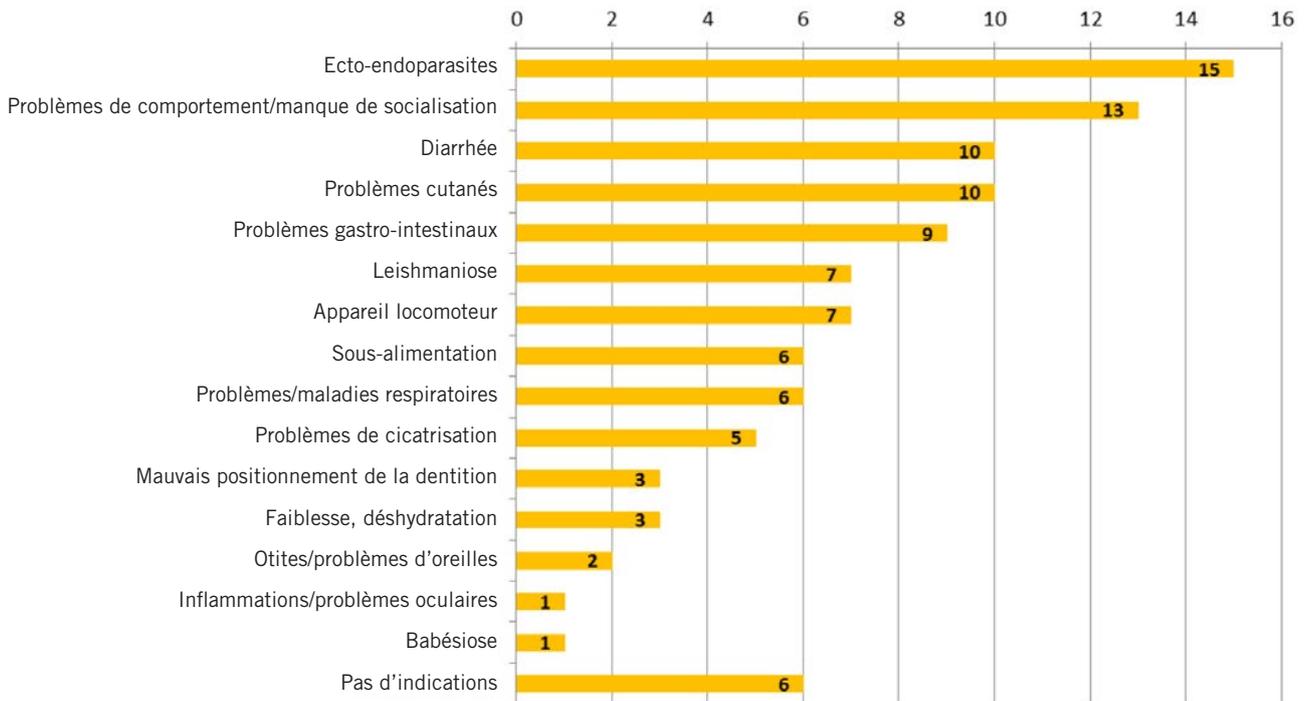


Vétérinaires suisses

L'enquête a été adressée à 813 vétérinaires. 39 réponses ont été reçues.

Quels sont les pathologies et/ou diagnostics et symptômes que présentent fréquemment les chiens et chiots importés que vous voyez en consultation?

(Fréquence en ordre décroissant)



Mention spéciale a été faite des infections causées par Giardia, sarcoptes, maladie de Carré, parvovirose et maladies génétiques telles que luxations de la rotule, dysplasie du coude et de la hanche, malformations, anciennes fractures, traumatismes (physiques et psychologiques).

A quelle fréquence a-t-il fallu euthanasier les chiens/chiots qui vous ont été présentés, ce en raison de leur état de santé ou d'un pronostic très défavorable?

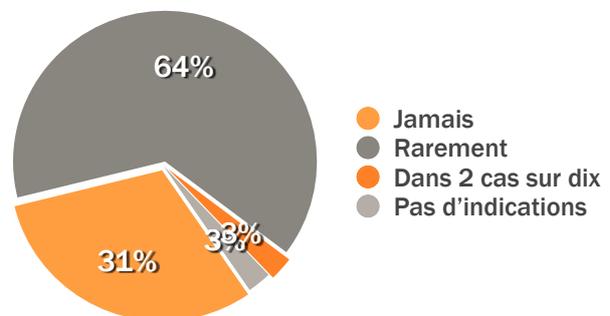
Jamais: 12

Rarement: 25

Dans 2 cas sur 10: 1

Pas d'avis: 1

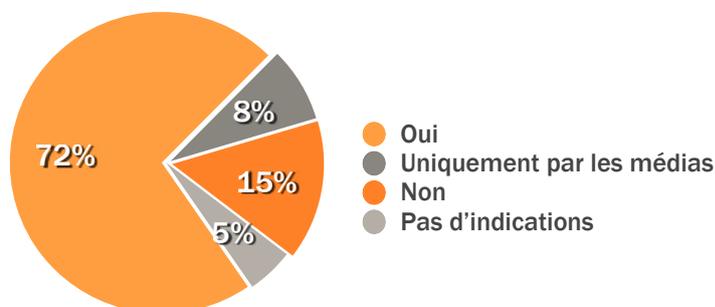
Ont été spécialement mentionnées des euthanasies imputables à de graves problèmes de comportement.



Avez-vous connaissance de problèmes de protection animale dont souffrent les chiens importés dans leurs pays d'origine? Quels sont ces problèmes?

Oui: 28; Uniquement par les médias: 3; Non: 6; Pas d'avis: 2

Une majorité de répondants ont indiqué qu'ils étaient conscients des problèmes de protection animale dans ces pays. Le problème des chiens de rue est qu'ils ont été mal habitués – voire pas du tout – à la présence humaine et qu'ils ont pour habitude d'agir en meute. C'est pourquoi ils sont souvent incapables de s'adapter à la vie d'animal de compagnie en Suisse et réagissent avec des problèmes de comportement. De plus, ces chiens souffrent fréquemment des conséquences de carences alimentaires ou de malnutrition. Dans le cas des chiots issus de l'élevage de masse, sont relevées avant tout les conditions d'élevage catastrophiques: séparation trop précoce de la mère, manque de socialisation, détention dans de petites cages, nourriture de qualité inférieure et manque de soins vétérinaires. Les causes de ces états constatés sont à rechercher dans des motifs culturels ainsi que dans les mauvaises conditions économiques. Selon un répondant, les animaux sont le reflet de la situation des gens dans ces pays.



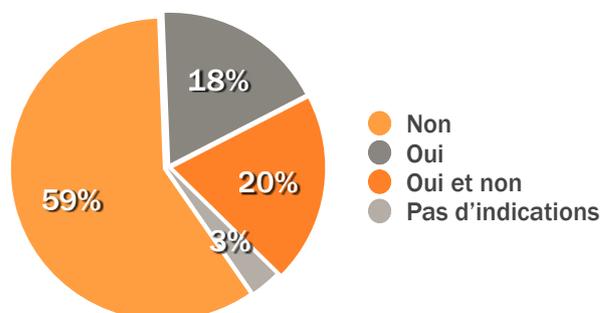
A quoi reconnaît-on le sérieux d'une organisation d'aide ou de sauvetage d'animaux qui amène ou place des chiens en Suisse?

De nombreux vétérinaires sont d'accord pour dire qu'il est très difficile de répondre à cette question. Certains d'entre eux sont d'avis que les organisations vraiment sérieuses ne travaillent que sur place. Ils considèrent que l'importation de chiens est contre-productive car il n'y a aucune raison pour les autorités locales d'améliorer la situation. Selon certains participants à l'enquête, les organisations dignes de confiance se caractérisent par le fait qu'elles sont établies sur place depuis longtemps, jouissent d'un haut degré de notoriété, sont reconnues par les autorités comme des ONG et disposent d'un personnel bien formé. Les organisations devraient être transparentes et avoir une page d'accueil sur Internet qui fournisse des informations précises et communique toutes les coordonnées. Un déroulement sérieux du placement, des contrôles vétérinaires des chiens ainsi que le respect de toutes les dispositions légales ont naturellement fait partie des caractéristiques d'une organisation sérieuse.

De telles actions de sauvetage/aide sont-elles pertinentes à votre point de vue?

Non: 23; Oui: 7; Non: 8; Pas d'avis: 1

Tout comme les sections, les vétérinaires sont également partagés en ce qui concerne la pertinence des opérations de sauvetage et de secours. Il est ainsi souligné que l'assistance sur place doit avoir la priorité et que l'importation ne résout pas le problème. Il a été également constaté que beaucoup d'argent était souvent gagné sous le couvert de la protection des animaux. Après la castration, les chiens de rue appartiennent de nouveau à la rue pour y jouer le rôle de «remplaçant». Il n'y a pas unanimité sur le point de savoir à quel degré les chiens de rue conviennent comme animaux de compagnie. Certains trouvent que beaucoup de ces chiens sont «atteints dans leur caractère», tandis que d'autres pensent que les chiens errants sont souvent très sociables.



Autorités en charge dans les pays importateurs et de transit que sont l'Allemagne et l'Autriche

Expédition/destinataires: 19

Retours: 4 (2 x ministères fédéraux (Autriche, Allemagne), 2 x Länder en Allemagne (Hesse, Sarre))

Y a-t-il des problèmes de protection des animaux dont souffrent les chiens importés à destination d'Allemagne ou d'Autriche ou qui y transitent?

Oui: 3; Non: 0; Probablement: 1

Les autorités allemandes et autrichiennes mentionnent principalement les problèmes de santé (maladies, parasites, maladies héréditaires) et les troubles du comportement dont souffrent ces chiens. En ce qui concerne l'élevage de masse, le manque d'hygiène, la consanguinité, l'élevage dans de cruelles conditions, le manque de contacts sociaux et d'incitations du milieu environnant, ainsi que la séparation trop précoce de la mère sont tous mentionnés. Les participants à l'enquête citent également les stations d'abattage dans les refuges pour animaux et le fait qu'il n'y a pratiquement pas de campagnes de castration, que la sensibilisation de la population est faible. Dans ces pays, il existe une manière différente de traiter les animaux, et ce pour des raisons culturelles. De plus, bien des gens ont peur des chiens, parce qu'ils sont considérés comme porteurs de maladies et parce que certaines personnes craignent les morsures par des chiens en meute.

Comment reconnaître une organisation sérieuse de sauvetage ou d'aide aux animaux, qui amène ou place des chiens en Allemagne ou en Autriche?

Les autorités allemandes soulignent qu'une organisation sérieuse ne commencera pas son travail avant d'avoir reçu l'autorisation de l'autorité vétérinaire compétente. Elle doit être officiellement enregistrée et fait l'objet de contrôles par l'autorité vétérinaire. En outre, les responsables de telles organisations doivent être titulaires d'un certificat de compétence. Une organisation sérieuse se caractérise par le fait que tous les aspects de police sanitaire sont respectés et qu'une coopération à long terme existe. Il est important que des investissements soient également réalisés sur place (par exemple dans des campagnes de castration) et que seuls les animaux qui ont un lieu de destination fixe soient importés.

De telles actions de sauvetage/aide sont-elles pertinentes à votre point de vue?

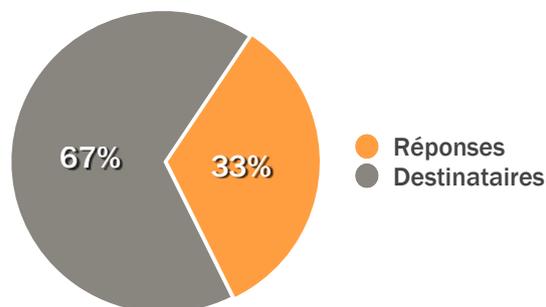
Contrairement aux autorités suisses, celles interrogées en Autriche et en Allemagne considèrent que de telles opérations de sauvetage sont plutôt judicieuses dans la mesure où elles sont menées par un organisme digne de confiance. Toutefois, il est également souligné qu'elles ne représentent une amélioration que pour l'animal concerné et que cela ne change rien aux abus dans les pays d'origine.



Autorités européennes et offices fédéraux

Destinataires: 12, Retours: 7 ((F, SK, E (Pays Basque), B, H, SLO, CZ))

Evalués: 6 (SK, E, B, H, SLO, CZ; F a envoyé un dépliant à titre de réponse, qui n'a pas été inclus dans l'évaluation).



Y a-t-il des problèmes de protection des animaux dont les chiens souffrent dans votre pays (en rapport avec les chiens errants, le commerce ou la production de chiots)?

Oui: 5; Non: 1

Comment reconnaître une organisation de sauvetage ou d'aide aux animaux digne de confiance, qui place des chiens de votre pays dans des pays comme la Suisse?

Les autorités ont des réponses très différentes à cette question. L'autorité slovène, par exemple, ne sait pas que des ONG vendent des chiens de Slovénie en Suisse et, toujours selon elle, cela n'est guère le cas non plus au Pays Basque. Alors qu'en Slovaquie, ces organisations doivent être agréées et sont contrôlées par l'Etat, en République tchèque, selon les autorités, ce sont des particuliers dont les activités ne sont pas soumises à obligation de contrôle officiel qui opèrent généralement.

De telles actions de sauvetage/aide sont-elles pertinentes à votre point de vue?

Oui: 4; Non: 2

La majorité des autorités considère que de telles actions de secours sont utiles et les soutient. Les anciens chiens errants auraient de ce fait une vie nouvelle et meilleure. Mais l'ensemble est également vu d'un œil critique et il est noté que la situation générale des chiens sur place ne s'améliore en aucune façon. Selon les autorités étrangères, les ONG jouent un rôle important dans le commerce illégal de chiots en informant le public sur ce problème et en le sensibilisant.



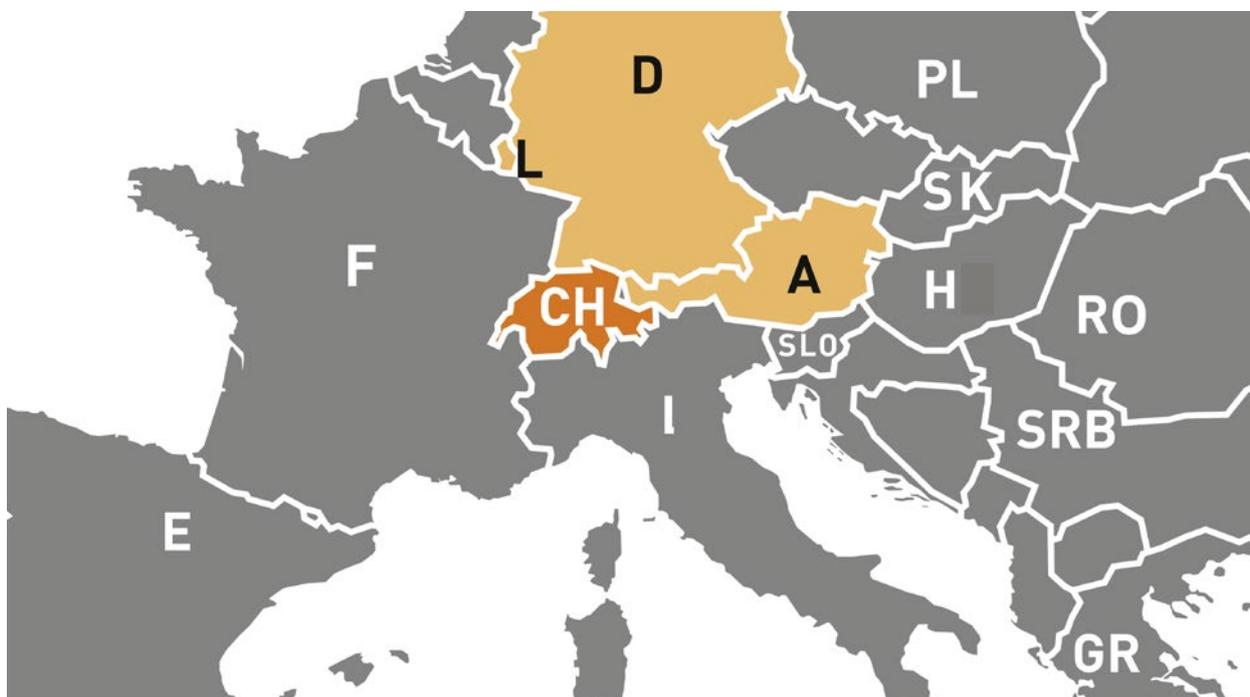
Sociétés de protection des animaux à l'étranger, organisations de sauvetage et d'aide aux animaux

Envoi/destinataires: 43

Retours: 19 (15 feedbacks à l'enquête et 4 éclaircissements par téléphone). Les sites Web de toutes les organisations participantes ont été consultés. Parmi les participants, 13 étaient basés en Suisse, 2 en Autriche et 4 en Allemagne.

Dans quels pays exercez-vous votre activité?

Italie (Pouilles), Espagne (Andalousie notamment), Serbie, Grèce, Hongrie, Roumanie, Slovaquie, Pologne. Sont des pays importateurs: Suisse, Allemagne, Autriche, Luxembourg.



Quels sont les principaux problèmes de protection animale dont souffrent les chiens dans leurs pays d'origine et quelles en sont les causes?

Italie: en Italie (par exemple dans les Pouilles), les exploitants des «canili» (refuges pour animaux) reçoivent de l'argent de la commune. Dans ces canili, les chiens vivent souvent le pire des enfers. Pas de soins vétérinaires, trop peu de nourriture. Il y a cependant aussi des canili où les assistant-e-s s'occupent des chiens: ils les font sortir, les promènent, les mettent en ligne et cherchent des propriétaires qui leur conviennent. Mais malheureusement, la vie quotidienne de la plupart des chiens enfermés ne se passe pas comme cela. Même des chiens en phase terminale ne sont pas euthanasiés – parce que chaque chien vivant rapporte de l'argent.

Espagne: en Espagne, les chiens ne sont pas appréciés. Ils ne sont guère castrés, il n'y a pas non plus de programmes de castration émanant du gouvernement. Les chiens en surnombre sont abandonnés et tués, les chiots jetés. Les défenseurs des droits des animaux fouillent régulièrement dans les conteneurs et les puits, où ils trouvent sans cesse des chiens qui y ont été jetés vivants. En Espagne, un chien est encore, le plus souvent, un moyen d'arriver à ses fins (chasse, garde, course) et tant qu'il remplit cette fonction, il est nourri dans une certaine mesure. Mais dès que le but n'est plus atteint, il est abandonné, battu à mort, etc. Un gros problème réside dans la chasse avec des lévriers (galgos). A la fin de la saison de chasse, des milliers de chiens sont «éliminés» chaque année. Il y a bien une loi sur la protection des animaux,

mais tout le monde s'en fiche. De nombreux policiers et politiciens sont organisés en cercles de chasse et n'ont aucun intérêt à être limités dans leur hobby par la protection des animaux.

Hongrie: la Hongrie est actuellement au seuil d'une nouvelle phase, personne ne peut dire comment les choses vont évoluer au plan économique dans ce pays. Le chômage continue d'augmenter et la pauvreté qui en découle s'accroît. Là où les gens vont mal, il ne reste presque plus d'argent pour les animaux. Nous entendons souvent dire que des animaux sont abandonnés ou donnés parce que, par exemple, il n'y a pas d'argent disponible pour la pose de la puce prescrite ou la vaccination annuelle contre la rage. Trop de gens achètent des chiens sans réfléchir et les laissent proliférer. Une castration cohérente serait pourtant importante pour contenir la reproduction incontrôlée. La procédure habituelle qui consiste à empoisonner, tuer ou abattre des chiens de rue dans le cadre de campagnes d'abattage à grande échelle n'est pas la bonne méthode; elle est de surcroît inefficace: le nombre de chiens ne cesse d'augmenter malgré cela!

Grèce: le gros problème: reproduction incontrôlée et manque de compréhension pour les animaux et leur détresse. Et lorsque l'argent manque ou le chômage sévit, les animaux doivent partir les premiers. Ils sont abandonnés, noyés, jetés à la poubelle. Les chiots sont jetés par-dessus les clôtures d'associations de protection des animaux – ce qui doit être considéré dans ces circonstances comme un comportement respectueux des animaux. Les Grecs détestent les Allemands, donc ils ne soutiennent pas les sociétés allemandes de protection des animaux/refuges pour animaux qui sont gérés ou soutenus par des Allemands! Mais la souffrance des animaux est aussi une bonne source de revenus – il y a sûrement beaucoup d'affaires douteuses liées à l'achat et à la vente de chiens.

Roumanie: les chiens souffrent de cruautés inimaginables en Roumanie. Beaucoup de gens n'ont pas castré leur chien. Les chiots et les chiens malades sont éliminés. Les employés et le refuge pour animaux sont payés par l'Etat au nombre de chiens livrés. Les chiens sont placés au hasard dans n'importe quel chenil et souvent impliqués dans des morsures liées à la lutte pour la hiérarchie ainsi qu'à l'accès à la rare nourriture, et ils sont donc blessés. Beaucoup meurent de blessures, de faim ou de soif parce que les employés ne font aucun effort pour prendre soin des animaux de façon à ce qu'ils puissent survivre.

Slovaquie: le soin des animaux abandonnés est laissé aux communes. La plupart d'entre elles exploitent des «stations de quarantaine» dans lesquelles les animaux sont abattus après un certain temps (variable selon l'opérateur). Les castrations ne sont pas fréquentes en Slovaquie. Ceci crée souvent des portées indésirables, les chiots sont abandonnés (fréquemment avec leur mère) ou remis à des stations de quarantaine. Dans le même temps, le nombre de chiens de race pour le «marché» européen augmente. Il n'y a aucune considération pour les chiennes et leurs chiots. Les chiots sont introduits en contrebande à l'étranger en grandes quantités, les chiennes qui sont «usées» sont «éliminées» dans la rue ou dans des stations de quarantaine. La raison principale de ce traitement est la faible valeur attachée aux animaux: soit ils servent à des fins lucratives (reproduction), qui sont poursuivies sans tenir compte des besoins des animaux, soit ils sont achetés comme animal domestique pour un but déterminé (surtout comme chien de garde) et doivent passer leur vie au bout d'une chaîne ou à l'extérieur, souvent sans possibilité de se retirer comme ils en ont besoin.

Pologne: le gros problème est la surpopulation canine. Il y a cinq refuges pour animaux avec plus de 100 chiens chacun, à juste une heure de route autour de Lodz. Lodz elle-même compte environ 800 chiens de refuges pour animaux. 99 pour cent des chiens de refuge ont été abandonnés. Pour la population rurale, un chien n'a aucune valeur, les chiots sont donnés, les mâles ne sont pas castrés.

Serbie: la protection des animaux est le plus souvent assurée par des particuliers, dont beaucoup ne connaissent rien au bien-être animal. Il n'y a pas non plus de possibilités de suivre une formation pour les protecteurs des animaux ou les employés des refuges. La plupart des chiens vivent dans les pires conditions: attachés, enfermés, dans la pièce la plus petite et la plus sale, exposés sans défense au froid en hiver. La nourriture n'est souvent que du pain, et elle est beaucoup trop restreinte. Les groupes sont bien trop grands et les chiens sont livrés à eux-mêmes. Fréquemment, les animaux ne sont pas castrés et

les femelles en chaleur sont tuées. Le taux de mortalité est extrêmement élevé. Ces dernières années, des efforts ont été faits pour contenir le nombre de chiens errants, principalement par des initiatives privées, des sociétés de protection des animaux et en partie aussi par l'État. Mais ces actions n'étaient que temporaires, l'effet était donc nul. Dans certaines villes, il y a des possibilités de stériliser gratuitement son animal, mais ce n'est de loin pas suffisant. De plus, de nombreux chiens portant une puce électronique sont attrapés dans la rue, mais les propriétaires ne sont pas poursuivis pour cela. Autrement dit, n'importe qui peut encore abandonner un chien sans aucune conséquence juridique. Il n'existe pratiquement aucun programme d'éducation de la population.

Comment reconnaître une organisation de sauvetage ou d'aide aux animaux digne de confiance, qui amène des chiens de ces pays en Suisse par exemple?

Pour la plupart des organisations, l'avis est le suivant: «Nous ne pouvons pas les sauver tous, mais nous procurons une vie meilleure à tous ceux que nous sauvons»

Heureusement, les organisations répondent à la question de savoir comment reconnaître leur sérieux de la même manière que tous les autres participants à l'enquête. Il est ainsi relevé que toutes les lois doivent être respectées, tant au plan local que dans le pays importateur. Il est également important que les chiens soient placés de manière responsable (examen des aptitudes des nouveaux propriétaires, personnes de contact disponibles même après la remise du chien, possibilité de rendre le chien, celui-ci ne doit être confié au propriétaire qu'après une phase de familiarisation à la station d'accueil, le chien n'est remis qu'après avoir été traité, castré et vacciné par un vétérinaire). Une organisation sérieuse doit aussi avoir un site Internet contenant de nombreuses informations et doté d'un haut degré de transparence. Les organisations de protection et de sauvetage des animaux sont également d'avis que leur travail doit s'effectuer en priorité sur place.

Organisations étrangères de protection des animaux et protection animale dans les provinces espagnoles

Retours et envois/destinataires: organisations étrangères de protection des animaux 16 (sur 56) et 3 (sur 50) organisations/associations de protection des animaux de provinces espagnoles. Sur un total de 19 retours, 12 ont pu être évalués: en Espagne (3) et dans les provinces espagnoles (3, Burgos, Grenade, Madrid), France (1), Italie (1), Serbie (1), Finlande (1), Pays-Bas (1) et Angleterre (1).

Les réponses des organisations étrangères de protection des animaux révèlent un large éventail de problèmes et de causes dans le domaine des chiens de rue et des chiens errants, ainsi qu'en ce qui concerne les stations d'accueil et les refuges pour animaux. Il est clair que la mauvaise situation économique d'un pays aggrave le problème de façon générale. Mais il est aussi évident que des mesures structurelles et cohérentes dans les pays, telles que des programmes de castration, l'éducation et la sensibilisation de la population aux questions de bien-être animal, ainsi que l'application des dispositions en vigueur et des sanctions en cas d'infraction, seraient probablement les approches les plus efficaces. L'exportation de chiens est considérée par la majorité comme une solution factice. Selon l'opinion dominante, une véritable solution au problème nécessiterait un recours beaucoup plus large, plus durable et plus cohérent aux mesures les plus diverses, en particulier de la part des responsables politiques, des autorités et des organes d'exécution et de contrôle dans les pays respectifs. Le sérieux des organisations est souvent considéré d'un œil critique: l'affairisme dissimulé et la fraude viennent fréquemment se mêler à une «motivation d'aider» à court terme, ce qui n'est pas une solution durable. S'agissant de la prolifération et de l'importation illégale de chiots et de chiens, les conditions économiques dans les pays producteurs, la demande dans les pays importateurs ainsi que les lacunes des autorités au plan de l'exécution de la loi dans certains pays de l'UE semblent jouer un rôle important. De manière très générale, les organisations locales de protection des animaux réclament une protection animale plus cohérente de la part de l'Etat.

III. Situation et approches de solutions à l'étranger

Situation des chiens de rue en Roumanie

Sources: Carmen Arsene, présidente de la FNPA (National Federation for Animal Protection); étude de cas sur la gestion des populations de chiens à Cernavoda par la WAP (World Animal Protection) ; «Hundeleben», film de Stefanie Fink.

En Roumanie, il y a une très grande population de chiens errants. Ceci inclut les chiens qui ont un propriétaire et ceux qui n'en ont pas. Selon l'Autorité vétérinaire nationale roumaine, il y a dans ce pays environ quatre millions de chiens appartenant à quelqu'un. Le nombre estimé de chiens abandonnés fluctue entre 500'000 et trois millions. Carmen Arsene, présidente de la FNPA (National Federation for Animal Protection), estime qu'il y a près de six millions de chiens errants en Roumanie, dont environ 500'000 sont sans maître.

Bien que la loi stipule que les administrations communales sont responsables de la gestion des chiens errants, celles-ci peuvent cependant charger des entreprises privées de le faire. De plus, selon la loi, les chiens doivent être capturés sans cruauté, de bonnes conditions doivent prévaloir dans les chenils et les chiens doivent être euthanasiés. Mais la réalité est toute autre: les chiens sont chassés, torturés, battus à mort, étranglés et traînés dans les rues. Selon les contrats conclus par les administrations communales avec des entreprises privées, celles-ci reçoivent un montant relativement élevé pour chaque chien capturé. A Bucarest, par exemple, le montant que reçoit par chien une personne les capturant peut atteindre 50 euros! Pour un salaire minimum légal de 2,50 euros par heure et un salaire moyen de 400 euros par mois en Roumanie, c'est un revenu supplémentaire considérable.

Les chenils publics sont en fait des stations d'extermination. Les chiens n'y reçoivent souvent ni nourriture ni eau. Les chenils ne sont guère nettoyés et les chiens ne reçoivent pas de soins vétérinaires. «Euthanasie» signifie pour les chiens de rue – hormis la famine et la soif – l'empoisonnement, l'étranglement ou l'injection de substances interdites. Mais même les méthodes de mise à mort des chiens, fixées dans la loi selon les directives de l'autorité vétérinaire roumaine et de la Haute école de médecine vétérinaire, permettent l'euthanasie cruelle des chiens, par exemple par gazéification au monoxyde de carbone, dioxyde de carbone ou azote, par injection de chlorure de potassium, ainsi que par l'utilisation de pistolets électriques ou à goujons.

L'autorité vétérinaire nationale (ANSVSA) de Roumanie est responsable du contrôle et de la mise en œuvre de la législation sur la protection des animaux. Les quelques contrôles effectués par des particuliers ou des ONG sur la base de nombreuses plaintes ne changent rien à la situation. La réponse – généralement toujours la même – de l'autorité est que ses contrôles ont montré que toutes les normes de bien-être animal et les lois applicables ont été respectées. Particulièrement effrayant est le fait qu'en Roumanie, une activité lucrative s'est développée sous le couvert de la régulation des populations de chiens de rue. Selon Carmen Arsene, de la National Federation for Animal Protection, les maires chargent souvent des



sociétés de la gestion de chiens, sociétés qui n'ont rien à voir avec les animaux, telles que des entreprises de construction, des techniciens dentaires ou des conseillers d'entreprises. En règle générale, les propriétaires de ces sociétés sont liés au maire ou sont au moins du même parti politique. L'argent mis à disposition est ensuite réparti entre tous les intéressés.

La situation est différente dans les villes où les responsables ont décidé d'emprunter une nouvelle voie et de coopérer avec les organisations de protection des animaux. Une étude de cas de World Animal Protection (WAP) utilise l'exemple de Cernavoda, une ville d'environ 17'000 habitants, pour montrer à quoi pourrait ressembler une telle évolution.

Lorsque «Save the Dogs», une organisation partenaire de la WAP, a commencé à travailler à Cernavoda en 2002, 3000 chiens errants y vivaient, selon estimation. L'empoisonnement des chiens par les autorités locales était la principale méthode pour contrôler la population canine. En 2013, les autorités ont procédé pour la première fois à un comptage des chiens. Le résultat en fut qu'environ 1600 chiens vivaient dans la rue, qui appartenaient toutefois à quelqu'un et étaient nourris. Les quelque 250 chiens abandonnés vivaient principalement à la périphérie de la commune. Il s'agissait pour la plupart de chiens provenant des villages et des villes environnantes, qui avaient été abandonnés.

«Save the dogs» a donc été la première à se concentrer sur l'éducation et la formation de la population au bon traitement des chiens. En 2011, «Save the Dogs» a également mis l'accent sur un programme dit catch-neuter-release, c'est-à-dire la capture, la stérilisation et le retour des chiens errants à leur lieu d'origine. Toutefois, avec l'introduction de la loi deux ans plus tard, il a été interdit de relâcher à nouveau les chiens dans les rues.

C'est pourquoi l'on se concentre depuis lors sur les chiens errants ayant des propriétaires. Parce que leurs chiots sont souvent abandonnés par ces propriétaires et finissent dans la rue. Chaque année, «Save the Dogs» stérilise gratuitement jusqu'à 1000 chiens à Cernavoda. «Save the Dogs» offre également aux familles pauvres des soins vétérinaires gratuits pour leurs chiens. Les soins sanitaires primaires (contrôle de la reproduction, vaccinations, contrôle des parasites) sont gratuits pour tous les propriétaires de chiens de la commune. Sur les trois refuges privés (il n'y a pas de refuges étatiques à Cernavoda), deux sont gérés par «Save the Dogs». En moyenne, environ 40 chiens par mois viennent dans ces stations d'accueil et près de 500 chiens sont adoptés chaque année par des organisations partenaires à l'étranger. Les adoptions locales en Roumanie sont en augmentation.

Les années d'efforts de «Save the Dogs» ont conduit à une amélioration significative de la situation. Ainsi a-t-il été possible de réduire de 90% le nombre de chiens errants. En particulier, l'offre de soins vétérinaires et le programme d'information ont conduit tant les autorités que la population à soutenir le programme de gestion. La population a modifié son comportement envers les chiens et est maintenant consciente du problème de la cruauté exercée sur les animaux. Cela se reflète également dans le fait que «Save the Dogs» constate une augmentation de 50 pour cent des signalements de chiens négligés, blessés et abandonnés.



Situation des chiens de rue en Espagne

En Espagne, les chiens ne jouissent que d'une très faible estime, surtout dans les zones rurales et dans le sud du pays. Ils sont essentiellement gardés pour accomplir certaines tâches, par exemple comme chiens de garde ou de chasse. Parce que leurs propriétaires perçoivent leurs animaux comme des «outils de travail» et non comme des êtres vivants ressentant la douleur, ils n'y sont pas attachés émotionnellement. Les jeunes animaux ou chiens en surnombre, sans valeur pour leurs propriétaires, sont abandonnés ou tués. Surtout dans le sud de l'Espagne, les chiens sont rarement castrés. L'une des raisons en est que leurs propriétaires ne veulent ou ne peuvent pas faire cet investissement financier. Marqués qu'ils sont par le patriarcat et le machisme, nombre d'hommes ne peuvent envisager de garder un mâle castré. De plus, comme il n'y a pas d'actions de castration initiées et financées par le gouvernement en Espagne, la grande majorité des chiens restent non castrés.

Les ramasseurs de chiens attrapent les chiens des rues lorsqu'ils deviennent trop nombreux et les amènent dans ce que l'on nomme des perreras. Les particuliers peuvent aussi y laisser leur chien s'ils ne veulent plus s'en occuper. Certains de ces perreras sont gérés par des investisseurs privés qui reçoivent de la commune, pour chaque chien, une dénommée prime par tête. Les conditions de détention sont souvent catastrophiques et après environ trois semaines, les chiens que personne n'a réclamés sont tués. Certains perreras prolongent ce «délai de grâce». Mais lorsque ceux-ci sont surpeuplés, il s'agit aussi, encore et encore, d'extermination massive de chiens.

Les problèmes en Espagne sont similaires à ceux d'autres pays. Sous l'angle de la protection des animaux, il y a en Espagne un autre problème très important et très particulier. Il s'agit du comportement avec les chiens de chasse, principalement les galgos et les podencos. Ils sont utilisés dans ce pays pour la chasse au lièvre et au lapin. Selon l'organisation espagnole de protection des animaux «Scooby» (Sociedad Protectora de Animales y Medioambiente), il existe de véritables «usines à chiots» en Espagne, où les galgos sont élevés en masse et dans des conditions misérables. Les bêtes élevées de cette façon peuvent être achetées à bon marché. Il est donc beaucoup plus facile pour les chasseurs de s'en débarrasser après la saison de chasse – et d'en obtenir d'autres chiens «frais» de l'éleveur pour la saison suivante – que de nourrir les «vieux» chiens pendant des mois jusqu'à la prochaine chasse. En conséquence, à la fin de la saison de chasse en janvier, de nombreux galgos encore jeunes apparaissent dans les rues et devant les refuges. On estime que jusqu'à 50'000 galgos sont abandonnés ou tués chaque année.

L'abandon massif des chiens, pour la plupart non castrés, a créé une très grande population de chiens abandonnés en Espagne. Le gouvernement ne fait rien pour changer les choses. Par contre, il existe un grand nombre d'organisations privées de protection des animaux, nationales et étrangères, qui s'efforcent de réduire les souffrances de ces animaux. Ceci implique en conséquence que de nombreux chiens sont placés dans des pays comme l'Allemagne, l'Autriche ou la Suisse. De cette façon, l'espace nécessaire d'urgence est libéré dans les refuges locaux, car le flot de chiens qui ont besoin de l'aide des protecteurs des animaux ne s'arrête jamais. Lorsque les hommes politiques sont sensibilisés au problème des chiens errants, ils font souvent référence au bon fonctionnement du réseau d'organisations privées de protection des animaux et sont d'avis qu'il n'est pas du devoir de la politique de s'attaquer à cette question.

Ainsi, les activités des organisations de protection des animaux ont paradoxalement pour effet que le gouvernement peut se soustraire à sa responsabilité et qu'au fond, rien ne change à ces conditions désastreuses. Afin d'améliorer durablement la situation en Espagne, les défenseurs des animaux devraient impérativement prendre le gouvernement à partie et s'assurer que des projets communs sur place, tels que des campagnes de castration ou des programmes catch-neuter-release ainsi que des séances d'information, changent durablement l'attitude envers les chiens.

Situation des chiens de rue en Italie



En Italie, la situation des chiens est similaire à celle des autres pays du Sud. Dans le sud du pays avant tout, de nombreux chiens vivent dans les rues, qui sont errants mais aussi des chiens qui ont un propriétaire. On estime qu'environ 1,2 million de chiens errants vivent en Italie et près de 650'000 chiens dans des refuges pour animaux. Chaque année, environ 50'000 chiots naissent dans la rue et quelques 130'000 chiens sont abandonnés. Comme la plupart des chiens errants ne sont pas castrés, les populations de chiens de la rue augmentent très rapidement. Dans le passé, il était courant en Italie d'attraper des chiens de rue et, dans de nombreux cas, de les tuer après un bref laps de temps. Suite à l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi sur la protection des animaux (1991), l'abandon et la mise à mort des chiens errants ont été interdits. Depuis lors, les propriétaires ont été obligés de pucer leur chien et de l'inscrire dans le registre national des animaux domestiques. La loi stipule également que l'Etat doit réguler les populations de chiens errants et prévoir le contrôle des naissances. Malheureusement, cette loi sur la protection des animaux n'existe que sur papier et n'a rien à voir avec la réalité italienne.

Pour les chiens errants, la situation s'est même aggravée depuis lors. Les chiens sont maintenant capturés à grande échelle dans la rue et logés dans ce qu'on appelle des canili. Il ne s'agit pas d'abris pour animaux au sens classique du terme, mais de bâtiments, souvent des zones industrielles ou d'anciens abattoirs, dans lesquels jusqu'à 1000 chiens doivent vivre dans un espace très réduit. Dans ces canili, les chiens manquent de tout. Il n'y a pas de soins vétérinaires, à peine assez de nourriture et d'eau, des conditions d'hygiène catastrophiques, aucune protection contre les intempéries et aucune attention humaine. Les exploitants de tels canili reçoivent de l'Etat italien, pour chaque chien, une moyenne de 4 – 5 Euro par jour. Comme ils gagnent de l'argent sur chaque chien vivant, même les chiens gravement malades et blessés ne sont pas libérés de leur souffrance, et les mâles ne sont pas castrés. L'adoption de tels chiens n'est pratiquement jamais possible (parce qu'ils ne sont pas souhaités par les exploitants des canili) et, pour la population, il n'y a généralement pas d'accès à ces zones.

Pour la seule année 2010, les canili ont été subventionnés en Italie par 730 millions d'euros prélevés sur les impôts. Mais comme la plupart des exploitants ne dépensent véritablement qu'une fraction de cet argent pour les chiens, ce que l'on appelle le «system canile» est une affaire extrêmement lucrative et corrompue, dans laquelle la mafia est désormais également impliquée. L'intérêt de ces gens est de garder de fortes populations de chiens de rue afin que leur source d'argent ne s'épuise pas. Il est donc souvent très difficile, voire impossible, pour les organisations de protection des animaux, de mener des campagnes de castration. Il arrive même que des exploitants de canili abandonnent un surnombre de femelles portantes et en chaleur, ainsi que de mâles, pour assurer un réapprovisionnement constant en chiens. Selon estimations, un canile de 1000 chiens reçoit mensuellement une subvention de 150'000 à 200'000 Euro. De cette somme, pas plus de 10'000 Euro en moyenne sont effectivement dépensés pour les chiens. La part du lion revient aux exploitants des canili, aux maires corrompus, aux vétérinaires et aux autres personnes impliquées.

IV. Conclusions et recommandations

Même après des décennies de protection active des animaux dans les pays européens ayant des problèmes de chiens de rue, rien ne semble avoir changé décisivement quant à cette situation. L'existence ou le développement de diverses lois sur la protection des animaux n'a souvent qu'une influence marginale sur l'amélioration des conditions locales (voir, par exemple, la situation en Italie). L'exécution des lois est cruciale – et cela dépend à son tour des ressources mises à disposition et de la mentalité qui la sous-tend, en particulier des hommes politiques (locaux, régionaux et nationaux). C'est ainsi que la protection des animaux réussit ou échoue.

En fait, les pays, les problèmes et causes qu'ils rencontrent ne sont pas comparables entre eux. La situation des chiens errants en Espagne diffère sensiblement de celle de la Roumanie ou de l'Ukraine et n'est même pas comparable à celle de l'Italie. En outre, les causes et les effets semblent aussi dépendre fortement des conditions sociales, politiques et financières locales. La mauvaise situation économique d'un pays ou d'un lieu peut aggraver encore le problème. Cela se reflète dans les différences parfois importantes entre les régions ou les municipalités en ce qui concerne le traitement des animaux, le soutien apporté à leur protection, la volonté de coopérer et l'apport de ressources. Par conséquent, même après une étude approfondie, aucune recette générale ne peut être donnée pour traiter les offres sur Internet ou l'adoption de chiens provenant d'organismes étrangers de protection animale.

Mais ce qui suit est pourtant certain: sans la formation et les conseils s'adressant à la population locale et aux décideurs, éleveurs et vétérinaires – en particulier en ce qui concerne les programmes de castration ou de stérilisation et de réinsertion, les exigences minimales en matière d'hygiène et de santé des animaux – les conditions catastrophiques des animaux et leur sort au plan traumatique ne changeront pas. Par conséquent, tout ami des animaux doit être au clair: la prise en charge d'un animal venant d'une organisation étrangère de protection des animaux ou le versement d'un don n'est, au vrai sens du terme, que la moitié du chemin. Il serait bien plus important et durable de se faire soi-même une idée sur place et de soutenir là-bas les organisations de protection animale (financièrement et/ou avec (wo)menpower). De cette manière, la coopération sur place avec la population, les autorités et les décideurs pourrait être améliorée/développée et renforcée. On pourrait donc aussi juger de la sorte si l'organisation de protection des animaux sélectionnée assure une protection animale réellement active au niveau local et si elle peut être qualifiée de sérieuse.

Scénario 1

(programme neuter&release): après la castration, les chiens de rue ont à nouveau leur place dans la rue pour y jouer le rôle de «remplaçant». Cela maintiendrait l'équilibre des populations canines à long terme. Cependant, la population locale et les décideurs politiques doivent accepter ceci et laisser les animaux tranquilles une fois qu'ils ont été relâchés. Pour cela, il faut des informations suffisantes, des conseils d'experts et une formation pour toutes les parties prenantes, une bonne coopération dans un environnement ouvert aux solutions et, bien sûr, des ressources suffisantes. Par ailleurs, tous les animaux castrés doivent être enregistrés, identifiés et vaccinés.

Scénario 2

(programme neuter&local adoption): les chiens des rues sont attrapés, castrés, enregistrés, marqués et vaccinés, reçoivent des soins vétérinaires et sont ensuite gardés dans des refuges convenables et respectueux des animaux jusqu'à leur placement comme animaux de compagnie. Ils sont exclusivement placés chez des particuliers indigènes et restent dans le pays concerné. Comme dans le scénario 1, cela nécessite également des informations, conseils et une formation appropriés, etc. Le succès de ce scénario dépend définitivement de la volonté de la population de garder et de s'occuper des chiens en tant qu'animaux de compagnie. Cela suppose une attitude favorable aux animaux et un certain cadre financier et n'est donc probablement pas (encore) réalisable dans tous les pays, régions ou communes concernés.

Par conséquent, du point de vue de la PSA, cela signifie que méritent avant tout un soutien particulier les organisations de protection des animaux actives à l'étranger qui ont développé un concept durablement efficace pour leurs activités et disposent des ressources nécessaires à long terme, et qui mettent ou tentent de mettre en œuvre l'un des deux scénarios mentionnés ci-dessus.

Alternatives

Prendre en charge/emporter avec soi/aller chercher soi-même l'animal, directement: celui qui néanmoins souhaite absolument accueillir un chien de l'étranger ne doit pas le commander sur Internet, mais l'emmener avec lui (p. ex. lors d'un voyage de vacances) ou aller le chercher à l'étranger et l'importer légalement en Suisse. Mais là aussi, il est bien sûr important que suffisamment de temps soit prévu et disponible pour que les futurs propriétaires et les chiens puissent apprendre à se connaître, pour qu'on puisse au moins évaluer dans une certaine mesure si le chien et la personne s'accordent et si cet animal conviendrait vraiment pour une vie «civilisée» en Suisse.

Placement par une organisation de protection des animaux: l'adoption d'un chien d'une organisation de protection des animaux pouvant être qualifiée de fiable serait une autre possibilité, même si elle comporte des risques. Celle-ci devrait démontrer de manière crédible que toutes les lois sont respectées pour l'adoption, à la fois sur place et dans le pays importateur. Il serait également important que les chiens soient placés de manière responsable (examen des aptitudes des nouveaux propriétaires, personnes de contact disponibles même après la remise du chien, possibilité de rendre le chien, celui-ci ne doit être confié au propriétaire qu'après une phase de familiarisation à la station d'accueil, le chien n'est remis qu'après avoir été traité, castré et vacciné par un vétérinaire). Une organisation sérieuse doit aussi avoir un site Internet contenant de nombreuses informations et doté d'un haut degré de transparence. Les activités des organisations en question doivent manifestement avoir lieu en priorité sur place, à l'étranger.



Le rapport complet contenant plus de plus amples détails et des tableaux synoptiques peut être consulté sous www.tierschutz.com/hunde/import

